

l'infrastructure des économies de marché et les démocraties libérales. Que sommes-nous disposés à faire pour soutenir ces pays ? Quelles formes notre aide prendra-t-elle, quelle en sera l'ampleur et à quelles conditions l'accorderons-nous ?

Sur le deuxième plan, les réformes, conjuguées à la révision des régimes internationaux établis de commerce et de paiement, ont pour objet de réintégrer à l'économie mondiale les anciens pays communistes. Garderons-nous ces pays dans nos marchés et nos organisations multilatérales ? Quand, et à quelles conditions ?

Sur le dernier plan, la réintégration a pour but ultime de favoriser la réalisation d'un projet géopolitique d'une plus grande envergure : créer un nouvel ordre de sécurité dans la région européenne. À cet égard, les pays européens jouent du coude entre eux pour «se placer les pieds», tout comme le font l'Europe, l'Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, le Japon, l'un par rapport à l'autre. L'aide économique favorisera les intérêts politiques et la sécurité de divers intervenants. D'accord, mais ceux de qui en particulier ?

L'auteure commence par présenter directement les intervenants clefs fournissant déjà une aide économique, puis elle précise sommairement la valeur quantitative de l'assistance accordée depuis 1989 et les formes que celle-ci prend. Elle met exclusivement l'accent sur les petits PECO (sauf l'Union soviétique). Dans ces pages, l'auteure annonce son analyse des trois grands volets susmentionnés des programmes d'aide.

L'auteure examine les politiques des principaux donateurs (le G-24) et des grandes institutions, notamment la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), première organisation internationale d'après la Guerre froide. La notion maîtresse de cette évaluation est la «conditionnalité» : de quelles conditions l'aide occidentale s'assortit-elle ?

Dans la dernière partie, l'auteure montre comment les programmes d'aide ont des conséquences pour la sécurité régionale, alors que les dirigeants des États-Unis et des douze pays européens, en particulier, cherchent à redessiner l'architecture de l'Europe pour l'adapter aux besoins du Vieux Continent d'après la Guerre froide. Dans ses conclusions, l'auteure fait valoir que le Canada doit réitérer son engagement en faveur des réformes dans les PECO, en posant l'hypothèse fondamentale que l'assistance consentie à l'Est intéresse également les relations Ouest-Ouest et l'édification d'un nouveau régime de sécurité régionale en Europe.